

SOMMET



**de l'économie sociale
et solidaire**

Rapport du séminaire

« La culture comme acteur du développement social et économique »

Organisé par le **Chantier de l'économie sociale** en collaboration avec
l'**Association culturelle du Sud-Ouest** et l'**Alliance de recherche
universités-communautés en économie sociale**, à l'occasion de la
préparation du *Sommet de l'économie sociale et solidaire*

26 octobre 2006, Montréal (Québec)



**CHANTIER
DE L'ÉCONOMIE SOCIALE**

aruc : ÉCONOMIE SOCIALE : rqrp

MEMBRES DU COMITÉ ORGANISATEUR DU SÉMINAIRE

Chantal Aznavourian, Chantier de l'économie sociale
Anne Massicotte, Association culturelle du sud-ouest (ACSO)
Geneviève Shields, Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS)

Animation :

Bernard Vallée, Collectif d'animation urbaine L'Autre Montréal

PRODUCTION CONJOINTE :

Chantier de l'économie sociale • 4200, rue Adam • Montréal (Québec) H1V 1S9
téléphone 514 899-9916 • 1 888 251-3255 • télécopieur 514 899-0114
www.chantier.qc.ca

Association culturelle du Sud-Ouest
Centre culturel Georges-Vanier
2450 Workman, Montréal, H3J 1L8, téléphone 514 934-4978
www.acsomontreal.ca

Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale
UQAM, C. P. 8888 succursale Centre-Ville • Montréal (Québec) H3C 3P8
téléphone : 514 987-3000 poste 2574 • télécopieur 514 987-6913
www.aruc-es.uqam.ca

© Chantier de l'économie sociale, octobre 2006

© ACSO en économie sociale, octobre 2006

© ARUC en économie sociale, octobre 2006

Note : le genre masculin est utilisé sans discrimination dans le seul but d'alléger le texte.

RÉSUMÉ

Dans le cadre de la Saison de l'économie sociale et solidaire, un séminaire de réflexion a été organisé à l'intention des entreprises d'économie sociale du champ de la culture. Cet exercice avait pour objectif d'offrir un espace d'échange et de discussion orienté sur le vécu des entreprises culturelles en économie sociale qui représentent un lot considérable d'entreprises actives dans toutes les localités du Québec. Malgré cette forte présence sur nos territoires, les entreprises d'économie sociale dans le champ de la culture sont rarement organisées et structurées en réseaux formels, ce qui contribue à masquer les réalités qui les caractérisent et empêche de collectiviser des solutions porteuses pour leur développement et leur pérennité dans les régions du Québec. (*développement culturel*)

Ce rapport se veut une synthèse préliminaire aux actes du séminaire qui paraîtront à l'ARUC-ÉS. Nous espérons que les éléments de réflexion ainsi que les recommandations mises de l'avant pourront alimenter les échanges lors du Sommet de l'économie sociale et solidaire, les 16 et 17 novembre 2006.

REMERCIEMENTS

La réalisation de cet événement pour les entreprises culturelles a été rendue possible grâce à la participation financière du ministère de la Culture et des Communications du gouvernement du Québec. Cet apport fut grandement apprécié afin de permettre la participation des gens en provenance des régions éloignées.

INTRODUCTION

Le Sommet de l'économie sociale et solidaire sera un moment privilégié pour débattre des enjeux et défis auxquels les entreprises culturelles doivent faire face. Au cours des dix dernières années, le développement de l'économie sociale et solidaire, dans différents secteurs d'activité, a marqué profondément le paysage socio-économique du Québec. Qu'en est-il du secteur culturel ?

Des réseaux se sont organisés et structurés. Ils ont mené des campagnes de reconnaissance, de promotion ou ils ont participé à l'élaboration de politiques sectorielles. Pour la dernière décennie, quel bilan pouvons-nous faire à propos du développement et du soutien aux entreprises culturelles relevant de l'économie sociale? En quoi les organisations culturelles peuvent-elles participer, à leur façon, au développement économique d'une région?

Les objectifs du séminaire :

- Réunir des entreprises culturelles autour du thème de l'économie sociale et solidaire et tenter de cerner les grands enjeux et défis auxquels elles font face;
- Déterminer des pistes d'actions qui pourront être rapportées lors du Sommet;
- Évaluer le niveau d'intérêt à regrouper les entreprises culturelles et, s'il y a lieu, voir à la planification d'une rencontre regroupant un plus grand nombre de participants.

Les participants à l'événement

Une quarantaine de participants ont pris part aux échanges. Ceux-ci étaient largement issus des entreprises culturelles et quelques-uns étaient rattachés à des institutions qui travaillent auprès d'elles (ministère de la Culture et des Communications, ville de Montréal, etc.). Les gens étaient originaires des régions suivantes : Montréal, Laval, Mauricie, Bas-St-Laurent, Gaspésie/Îles de la Madeleine, Abitibi-Témiscamingue, Lanaudière, Laurentides, Montérégie et Capitale-Nationale.

1. BILAN DES DISCUSSIONS

1.1 Un grand cri du cœur : le besoin d'être reconnues !

La question de la reconnaissance des entreprises a été au centre des pourparlers lors de notre rencontre. Aussi diversifiées qu'elles puissent être, les entreprises culturelles s'entendent pour dire qu'elles éprouvent, à différents degrés, des difficultés liées à l'absence de reconnaissance de leur mission ainsi qu'à la méconnaissance des impacts sociaux et économiques de leurs actions pour les communautés.

Le fait que le travail des entreprises culturelles soit peu reconnu par les pouvoirs publics et par les acteurs des communautés, entraîne une précarité financière alarmante qui met en péril la survie et le développement de ces organisations. S'appuyant sur une mission culturelle parfois sociale, économique, éducative et plus encore, l'identité des entreprises culturelles est souvent métissée et trouve son expression dans une panoplie d'activités et de services très diversifiés, ce qui contribue au sentiment d'incompréhension de ce qu'elles font concrètement. Cette diversité de produits et services, en plus de générer une pression importante pour les gestionnaires, se trouve souvent financée par divers bailleurs de fonds dans une optique à court terme. Il devient extrêmement ardu de développer à plus long terme lorsque le financement stable n'est pas au rendez-vous.

Ce phénomène n'est pas étranger au fait que les entreprises éprouvent des difficultés à cerner plus précisément ce qui les caractérise et ce qui les distingue. Or, lorsque l'on ajoute à cette réflexion la toile de fond de l'économie sociale, cela contribue à voir de façon plus transversale les différents enjeux et défis auxquels elles sont confrontées.

1.2 Survie et consolidation des entreprises culturelles

Malgré le fait que les volets de leur reconnaissance soient plutôt éclatés, les entreprises s'entendent pour dire qu'elles font preuve de beaucoup de créativité pour tenter de maintenir leur organisation en vie et de consolider leurs projets et activités respectives.

Lors des échanges, les participants ont beaucoup insisté sur la nécessité de créer et maintenir un conseil d'administration fort pour arriver à pérenniser l'entreprise, l'inscrire dans un réseau de partenaires au niveau du territoire et de l'extérieur ainsi que pour accroître le développement de l'organisation. La clé du succès : des administrateurs compétents, une complémentarité des expertises et des défis à relever ! Savoir s'entourer est un aspect fondamental à prendre en compte si l'on veut espérer s'ancrer dans le milieu.

Outre la solidité nécessaire au niveau de l'administration de l'entreprise, on note également les efforts à déployer pour créer des liens avec les organismes de développement local et régional dont les CDEC et les CLD par exemple. Lors de l'événement, plusieurs ont également appris la naissance des pôles régionaux d'économie sociale et, à cet effet, ont vu la possibilité d'investir un espace nouveau qui pourrait contribuer à développer des alliances locales et régionales.

Car pour survivre et développer sa mission, les entreprises culturelles doivent voir à la création d'un vaste réseau de partenariats, notamment en regard de la promotion de leurs activités et du financement de celles-ci.

1.3 La question de la relève

Au niveau de la culture, l'aspect « relève » prend une couleur toute particulière du fait qu'elle est liée beaucoup au débat entre les professionnels et les amateurs. Ce débat est récurrent et peine à faire consensus autour de solutions globales puisque, à la lumière des échanges, les enjeux semblent se poser différemment dans les régions et dans les centres urbains : une question de bassin de population ! Pour les régions éloignées, par exemple, l'apport des amateurs est fondamental et constitue une forme culturelle à valoriser. Ailleurs, on sera plus enclin à miser et faire valoir l'aspect professionnel des réalisations et des acteurs de la culture de façon à lutter contre la précarisation des conditions de création et de travail dans son ensemble. À cet effet, les *Journées de la Culture* représentent un beau compromis et une vision d'ensemble soucieuse de reconnaître l'apport distinctif des uns et des autres.

À ce débat, s'ajoute le contexte d'exode des jeunes vers les grands centres et qui préoccupe beaucoup les participants. Certains ont mentionné que pour faire face à ce déclin démographique et à la nécessité de retenir les jeunes en région, on doit miser sur le sentiment d'appartenance de ces jeunes à leur communauté et que pour ce fait, la culture représente un médium incontournable pour les impliquer et se distinguer des autres territoires, des autres régions. C'est probablement par le biais de la sensibilisation, du développement de l'implication citoyenne et des pratiques de mentorat que les jeunes, ainsi que les nouveaux arrivants en région (néo-ruraux), pourront prendre leur place et contribuer à l'essor des communautés.

1.4 L'apport de l'action bénévole

Plus que tout autre secteur de l'économie sociale, le milieu culturel compte beaucoup sur l'apport de bénévoles pour assurer la mise en œuvre des projets et des services. À cet effet, on mentionne que la situation est parfois délicate, car si parfois des bénévoles sont nécessaires à la bonne marche de l'organisation, ceux-ci sont parfois assimilés à des ressources humaines. On ne peut pas exiger de bénévoles les mêmes choses qu'à des employés de nos entreprises. Cet enjeu prend tout son sens lorsque l'on exige aux professionnels qu'ils contribuent bénévolement aux activités. De façon récurrente, ça pose un problème moral. Il faudrait réfléchir plus en profondeur sur le lien entre la question du bénévolat et celle de la précarité d'existence qui caractérise le mode de fonctionnement des organismes.

2. Pistes d'action et recommandations

En vue des suites à apporter au Sommet de l'économie sociale de novembre, les participants au séminaire proposent la mise sur pied d'un groupe de travail qui pourrait réfléchir à des assises communes pouvant conduire à une plus grande mise en commun des réalités des entreprises culturelles.

Les grands objectifs du groupe de travail seraient :

- Se définir afin de se reconnaître; faire un portrait rendant compte de la diversité du secteur et des points de convergences tout en tenant compte du volet socioéconomique de notre mission;
- Cerner et démontrer les retombées concrètes pour les milieux et la rentabilité des activités des entreprises;
- Développer des stratégies de sensibilisation auprès des élus et des acteurs de la communauté;
- Reconnaissance de la mission sociale des entreprises d'économie sociale du secteur culturel;
- Asseoir le développement d'un réseautage plus large avec un ancrage régional (notamment par le biais des pôles régionaux d'économie sociale) et une stratégie nationale.

Ces objectifs sont poursuivis dans le but de définir un cadre de reconnaissance qui puisse alimenter les pourparlers en matière de financement plus stable pour les organisations culturelles et faire en sorte que celles-ci puissent consolider leurs activités.

Les conditions de mise sur pied du groupe de travail :

- Qu'il soit officiellement reconnu et soutenu par le Chantier de l'économie sociale;
- Qu'il soit constitué principalement d'entreprises culturelles
- Que les participants soient représentatifs de la diversité des régions du Québec et des différents volets du secteur culturel;
- Que des représentants de ministères soient associés à la démarche.

Recommandation

Considérant le nombre d'ateliers et le nombre de participants qui discuteront au sommet nous vous proposons de présenter une recommandation concernant l'importance de la reconnaissance des entreprises d'économie sociale dans le secteur culturel. Cette recommandation sera présentée dans différents ateliers par les membres du comité qui ont été nommés lors du séminaire.

1-Création d'un groupe de travail en économie sociale dans le secteur culturel intégré aux travaux du Chantier.

2-Établir un groupe de travail interministériel en appui à la démarche du groupe de travail afin de faire avancer la reconnaissance et le soutien aux entreprises culturelles en économie sociale.